

Mali/A l'issue d'un sommet des dirigeants des pays du G5 Sahel

Vers une force antijihadiste dans quelques mois

AFP
Bamako/France

Le président français Emmanuel Macron, présent à Bamako, a lui réclamer des résultats rapides.

LES dirigeants des pays du G5 Sahel, en présence du président français Emmanuel Macron, ont acté hier à Bamako la constitution d'une force antijihadiste conjointe et débloquent des fonds pour commencer son déploiement en septembre-octobre.

Réunis au sommet, les présidents Ibrahim Boubacar Keïta (Mali), Idriss Déby Itno (Tchad), Mohamed Ould Abdelaziz (Mauritanie), Roch Marc Christian Kaboré (Burkina Faso), et Mahamadou Issoufou (Niger) se sont engagés à une contribution de 10 millions d'euros (6,5 milliards de francs) chacun, qui s'ajouteront aux 50 millions promis par l'Union européenne.

De quoi amorcer le financement d'une force qui devrait coûter 423 millions d'euros (277 milliards de francs), a indiqué le président malien lors d'une conférence de presse avec son homologue français au terme du sommet.

"Il y a urgence, parce que ceux qui sont en face n'attendent pas", a expliqué M. Keïta, en référence aux jihadistes.

"Pas besoin de réunir tous les financements pour commencer", a renchéri M. Macron, qui a annoncé une aide matérielle et logistique française équivalente à 8 millions d'euros d'ici à la fin de l'année, avec notamment 70 véhicules tactiques et du matériel de transmission et de protection.

Le président français a souhaité une mise en place du commandement fin août, ajoutant : "L'important c'est que cette force conjointe soit pleinement opérationnelle à l'automne, avec les premiers financements débloqués (...) et qu'elle ait ses premiers résultats".

Face à la dégradation de la situation dans le centre du Mali, limitrophe du Burkina Faso et du Niger, gagnés à leur tour par les violences jihadistes, le G5 avait réactivé, lors d'un sommet en février, à Bamako, le projet de cette force.

Déployée dans un premier temps aux confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger, avec un effectif initial de 5 000 hommes, basée à Sévaré (centre du Mali), elle s'ajoutera à l'opération française Barkhane qui traque les jihadistes dans le Sahel et à la Mission de l'ONU au Mali (Minusma).

Pour compléter les fonds nécessaires, une conférence des donateurs est prévue prochainement, avec selon Paris un accord



Photo : AFP

La mise en place de la force antijihadiste n'est désormais plus qu'une question de semaines, ont acté hier les dirigeants des pays du G5 Sahel, en présence de leur homologue français Emmanuel Macron.

programmé de l'Allemagne, qui participe déjà en force à la Minusma et à la mission européenne de formation de l'armée malienne.

"PREMIERE TRACE DE VIE" • Mais le président français a enjoint le G5 Sahel de démontrer l'efficacité de cette force pour convaincre les donateurs, alors que le Conseil de sécurité de l'Onu a salué par une résolution le 21 juin ce déploiement, sans lui délivrer ni mandat ni fonds. "Ce sera à vous et à vos armées de convaincre que le G5 peut être efficace, dans le respect des conventions humanitaires, pour convaincre nos partenaires", a-t-il prévenu.

Il a aussi pressé les dirigeants du G5 de mener "des réformes institutionnelles et des efforts de gou-

vernance, appelés par vos populations".

A M. Keïta, il a redemandé la "pleine mise en œuvre de l'accord de paix" de mai-juin 2015, censé isoler les jihadistes, notamment par une décentralisation en faveur des régions du Nord. Dans un nouveau geste de défi aux dirigeants du G5, la principale alliance jihadiste du Sahel, liée à Al-Qaïda, a diffusé samedi une vidéo montrant six étrangers enlevés au Mali et au Burkina Faso entre 2011 et 2017, dont une Française.

"Ces gens ne sont rien, ce sont des terroristes, des voyous et des assassins", a réagi M. Macron, tout en se réjouissant d'avoir "pour la première fois depuis des mois une trace de vie pour Sophie Pétronin", l'otage française, enlevée en décembre.

Concernant les préoccupa-

tions financières exprimées la semaine dernière par le président tchadien, dont le pays participe déjà aux opérations de la Minusma et de la force multinationale contre le groupe islamiste nigérian Boko Haram, il a été rassuré par les discussions du sommet, seon MM. Keïta et Macron.

Le président français a aussi annoncé une augmentation des aides au développement pour le Sahel, via l'Agence française de développement, à raison de 200 millions d'euros (131 milliards de francs) sur 5 ans.

Toujours sur le volet développement, M. Macron a ajouté avoir "bon espoir que le 13 juillet", le Conseil des ministres franco-allemand à Paris serait l'occasion d'annoncer une aide allemande au Sahel.

Sous le label d'"alliance pour le Sahel", il espère mobiliser d'autres donateurs, notamment des institutions internationales.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda, en grande partie chassés par une intervention militaire internationale lancée en 2013 à l'initiative de la France.

Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'Onu, régulièrement visées par des attaques, malgré l'accord de paix.

Arabie Saoudite-Qatar/Crise diplomatique

" Que Doha cesse de soutenir toute forme de terrorisme ! "

COE
Libreville/Gabon

Au cours d'une conférence de presse animée à Libreville, l'ambassadeur d'Arabie Saoudite, Adnan Abdulrahman A. Al Mandeel, assisté de son collègue d'Égypte, Ahmed Bakr, est longuement revenu sur l'actuelle brouille diplomatique et consulaire entre le Royaume et son voisin du Golfe arabe.

LE 5 juin 2017, le Royaume d'Arabie Saoudite et certains pays du Golfe persique (Émirats Arabes Unis, Bahreïn et Yémen), rejoints par l'Égypte, ont pris la ferme résolution de rompre leurs relations diplomatiques et consulaires avec le Qatar. Ce, après concertation avec l'ensemble des États membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Cette coalition reproche à Doha de soutenir et de financer le terrorisme.

C'est pour mieux instruire l'opinion gabonaise sur les raisons de cette crise que l'ambassadeur d'Arabie Saoudite, Adnan Abdulrahman A. Al Mandell a animé,

le 27 juin dernier, une conférence de presse au sein de la représentation diplomatique saoudienne, sise à Kalikak, dans le premier arrondissement de Libreville.

Le diplomate saoudien a d'emblée regretté que «les autorités qataries ont toujours refusé de respecter leurs engagements» envers leurs voisins, en finançant notamment le terrorisme à travers Daesh et autres Al-Qaïda ou les Frères musulmans. Un financement consenti "secrètement et publiquement, au cours des dernières années" et dont le but est "la déstabilisation de la région", voire au-delà. Hormis les menaces que cette situation représente pour la sécurité intérieure du Royaume, le diplomate saoudien a souligné que l'Arabie Saoudite a aussi pris cette décision "par solidarité avec le Royaume de Bahreïn particulièrement exposé à des campagnes et des opérations terroristes soutenues par les autorités de Doha".

RAVITAILLEMENT • C'est donc en raison de cette décision collégialement prise au sein du CCG que l'Arabie Saoudite, seul pays disposant d'une frontière terres-



Photo : D.R.

L'ambassadeur d'Arabie Saoudite Adnan Abdulrahman A. Al Mandeel (à droite) en compagnie de son homologue d'Égypte Ahmed Bakr lors de la conférence de presse sur la crise diplomatique avec le Qatar.

tre avec le Qatar, a décidé de fermer ses frontières terrestres, aériennes et maritimes avec ce État voisin.

L'ambassadeur Almandeel a tenu à souligner ceci : malgré le fait que les frontières saoudiennes soient fermées aux entreprises quataries, ce pays ne subit aucun embargo du Royaume. La preuve : "d'autres pays continuent à ravitailler, sans être inquiétés, le Qatar" par voie maritime ou aérienne. Et conscient du fait que «la population du Qatar est un peuple frère et qu'il n'y a

aucun problème entre les deux peuples», le diplomate saoudien a dit que son pays serait disposé à soutenir ce "peuple frère" en cas de nécessité humanitaire, comme le Royaume le fait envers tous les peuples en situation de détresse à travers le monde.

Le seul moyen de mettre un terme à cette crise, selon lui, c'est que «le Qatar abandonne le financement et le soutien au terrorisme».

Cette décision saoudienne et celle de ses alliés a été unanimement saluée par beau-

coup de pays dont le Gabon. Dans l'esprit du récent sommet de Ryad et en solidarité avec l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis et l'Égypte, Libreville a condamné les agissements récurrents du Qatar en faveur du terrorisme. Le message du Gabon souligne au passage la nécessité de promouvoir et de préserver la paix et la sécurité dans le monde et dans la région du Golfe en particulier. Ce dont le diplomate saoudien dit savoir gré à notre pays.

Un des États en première ligne de cette crise diplomatique, l'Égypte dont l'ambassadeur au Gabon, Ahmed Bakr, s'est joint à son homologue saoudien jeudi dernier pour entretenir la presse locale sur le même sujet. Pour lui, "il y a des preuves" que le Qatar est impliqué dans le soutien au terrorisme, notamment en Libye, pays voisin de l'Égypte. Or, le chaos libyen a forcé des répercussions sur la sécurité de l'ensemble de la région et du reste du monde, a insisté le diplomate égyptien.

Doha dispose donc de dix jours, qui courent encore, pour revoir sa position, sous peine d'isolement.

L'Afrique en bref

• **Afrique du Sud/Politique. Vote de défiance contre Zuma reporté au 8 août**

Le président sud-africain Jacob Zuma, fragilisé par une série de scandales politico-financiers et ouvertement contesté dans les rangs de son propre parti, sera soumis à un vote de défiance au Parlement le 8 août, a-t-on appris de source officielle hier.

• **Egypte/Justice. Peine de mort confirmée contre 20 personnes**

Un tribunal égyptien a confirmé hier la peine de mort prononcée à l'encontre de 20 personnes, condamnées pour le meurtre de 13 policiers lors des violences qui avaient suivi la destitution de l'ancien président Mohamed Morsi en 2013.

• **Nigeria/Islamistes. Des combattants de Boko Haram parmi les réfugiés**

Des combattants du groupe jihadiste Boko Haram ont été découverts parmi des réfugiés qui venaient de passer du Cameroun au Nigeria, a annoncé samedi à l'AFP le responsable d'un organisme officiel de l'Etat du Borno (nord-est).

• **RDCongo/Elections. L'Onu veut un calendrier**

Les Nations unies ont exigé samedi à Kinshasa la publication d'un calendrier électoral officiel à six mois de la date prévue pour l'organisation de la présidentielle et des législatives en République démocratique du Congo.

A travers le monde

• **Etats-Unis/Politique. Escalade Trump-médias**

Le président américain Donald Trump a franchi hier un nouveau cap dans son usage très peu conventionnel de Twitter et publié une vidéo étonnante, dans laquelle il roue de coups un homme dont le visage est remplacé par le logo de la chaîne CNN.

• **Irak/Conflit. Mossoul : assaut final en vue face aux derniers jihadistes**



L'armée irakienne a annoncé hier de nouvelles avancées à Mossoul face aux dernières centaines de jihadistes du groupe Etat islamique (EI) acculés dans la vieille ville au milieu de civils pris au piège des combats.